

REJET DE LA TAXE CARBONE IMPOSÉE PAR L'UE

Les compagnies arabes soutiennent la position de l'Algérie

Par la voix du P-dg de la compagnie aérienne nationale, l'Algérie réitère son rejet de la taxe carbone imposée par l'Union européenne à toutes les compagnies survolant son espace aérien. Les pays arabes prenant part à la 45^e Assemblée générale de l'Organisation des transporteurs aériens arabes (AACO) s'alignent sur sa position en attendant l'arbitrage de l'IATA.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les travaux de l'Organisation des transporteurs aériens arabes ont donné l'occasion à l'Algérie de réaffirmer son opposition à la décision de l'UE d'introduire une taxe applicable à toutes les compagnies. Mohamed Seghir Boulitif, s'exprimant lors de l'ouverture des travaux de l'AACO, n'a ni plus ni moins appelé l'Union européenne à mettre fin à une mesure qui, dit-il, a été prise de manière unilatérale et en contradiction avec la réglementation régissant le transport aérien international et avec le respect de la souveraineté des pays.

Une position que partagent les compagnies des pays arabes prenant part aux travaux de l'organisation. Son secrétaire général, Abdelouahab Toufaha, affirmait hier qu'il soutenait la démarche de l'Algérie. Il considère qu'en imposant la taxe carbone, l'UE portait atteinte à la

souveraineté des pays et violait la réglementation régissant le transport aérien dans le monde.

«Sachant que l'UE est une organisation politique, il revient donc aux gouvernements de réagir et de contester ces mesures et décisions d'ordre international. Les compagnies aériennes commerciales vont suivre après. Même si les positions des Etats ne sont pas toutes claires, il est bon de savoir qu'il existe un consensus international sur la non-conformité de cette mesure européenne», estime-t-il.

Commentant les arguments liés à la protection de l'environnement développés par l'UE, le secrétaire général de AACO a affirmé que les compagnies aériennes membres étaient en mesure de prendre leurs responsabilités en matière de protection de l'environnement.

D'ailleurs, un arbitrage a été sollicité, notamment par l'Algérie,



Photo : Samir Sid

Air Algérie s'oppose à la décision de l'UE.

auprès de l'IATA afin de démontrer le caractère arbitraire de cette mesure. Une action concertée qui doit ouvrir la voie à une plus grande coopération.

C'est d'ailleurs le vœu du P-dg d'Air Algérie qui espère une coopération plus efficace entre compa-

gnies pour faire face à un environnement de plus en plus concurrentiel auquel il faut faire face avec des décisions concrètes qui puissent permettre une amélioration des services aéroportuaires, comme la maintenance et une réduction de leurs prix.

N. I.

ADHÉSION
À L'OMC
L'Algérie à l'épreuve
des révisions
systémiques

L'Algérie devra consentir encore davantage d'efforts avant d'être admise comme membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les Etats membres de l'Organisation, à l'exemple des Etats-Unis, l'Union européenne, l'Australie et le Japon, soumettent l'Algérie à l'épreuve des révisions systémiques, avant l'enclenchement d'un nouveau round de négociations. Le président du groupe de travail pour l'adhésion de l'Algérie à l'OMC, Alberto Dialoto, a expliqué hier, à l'occasion d'une conférence de presse conjointe avec le ministre du Commerce algérien Mustapha Benbada, que les Etats membres de l'Organisation ont demandé à l'Algérie une actualisation de la liste des biens et services ainsi que des compléments d'information sur la législation, le régime des investissements, le régime financier, les exportations, l'agriculture, les entreprises publiques et la proportion des investissements étrangers. Autant dire une revue complète des systèmes économique, juridique et financier du pays. Ces mises à jour devraient être transmises au secrétariat de l'OMC vers la mi-décembre prochaine.

Le prochain round de négociations multilatérales devrait intervenir au courant du premier trimestre 2013. M. Alberto Dialoto s'est déclaré confiant quant à la capacité de l'Algérie à réussir cet énième test avant son admission comme membre de l'OMC. «J'ai noté un large consensus pour accélérer les négociations en vue d'adhérer à l'OMC», a-t-il affirmé, ajoutant qu'il est «satisfait du niveau de compromis et de compréhension» chez les différents responsables qu'il a eu à rencontrer au cours de son séjour à Alger. De son côté, le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, a fait part de la forte volonté de l'Algérie à adhérer à l'OMC mais tout en gardant en vue la défense de ses intérêts économiques.

S. A. I.

DÉVELOPPEMENT DES GAZ DE SCHISTE EN ALGÉRIE
Les conseils de la société de services Halliburton

L'Algérie peut développer une industrie efficiente du gaz de schiste, selon la firme mondiale de services énergétiques, Halliburton, à charge, cependant de définir une stratégie propre et une vision globale et de ne pas chercher à reproduire le modèle américain.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - L'Algérie peut et entend devenir, à terme, un acteur important de l'industrie mondiale des gaz de schiste ou gaz provenant de la décomposition d'argiles riches organiquement et extraits de terrains marneux ou argileux.

En effet, le sol algérien recèlerait, selon les estimations premières de la compagnie nationale Sonatrach, un potentiel de gaz de schiste évalué à 600 TCF, soit l'équivalent de 16 000 milliards de mètres cubes, soit 4 fois les réserves nationales de gaz. Une valorisation efficiente de cette nouvelle richesse gazière permettrait donc de concrétiser cette volonté, formulée récemment par le ministre de l'Energie et des Mines.

Et dans le contexte où la promotion des sources d'énergie non conventionnelles (gaz de

schiste, gaz non compacts...) devrait être consolidée par la prochaine loi relative aux hydrocarbures. A charge, cependant, de satisfaire à certaines conditions, non insurmontables au demeurant.

C'est cette problématique qui a été justement traitée hier à l'hôtel Hilton à l'occasion d'un atelier-débat animé par la firme de services énergétiques Halliburton.

Un atelier qui ponctue la Conférence internationale sur les perspectives énergétiques de l'Algérie, organisée depuis dimanche dernier par la société CWC Group, spécialisée dans l'événementiel énergétique mondial. Ces conditions, Larry Chorn et Mark Machala, respectivement partenaire, ressources non conventionnelles à Halliburton Global Consulting et responsable d'équipe, ressources non conventionnelles à Global Technical Solutions, les ont explicitées sous l'angle technique et méthodologique.

Il est notamment question de bien définir les objectifs et le flux de travail en matière d'exploration, fracturation des roches et constitution des réservoirs, savoir identifier les «zones juteuses», bien maîtriser les risques, s'assurer de la bonne profondeur et de la bonne densité de forage, accumuler, bien évaluer et affiner les

données. Comme il s'agit aussi de bien prévenir tout impact négatif sur l'environnement et l'eau et d'optimiser les investissements matériels et financiers nécessaires mais coûteux.

Ainsi, l'on estime que l'Algérie peut profiter de l'expertise américaine et «rattraper» en cinq ans les efforts consentis durant 25 ans aux Etats-Unis, en commençant par «construire» les capacités et bases d'une industrie et d'une économie du non-conventionnel.

A charge, cependant, de ne pas reproduire tel quel le modèle américain mais de bien savoir l'adapter aux spécificités algériennes.

Une condition qui relève de la prérogative des autorités algériennes, comme le précise indirectement Larry Chorn.

De même que l'on appelle tacitement à œuvrer en termes de visibilité et de disponibilité des données, voire garantir la sécurité des investissements et développer une vision stratégique et globale (en matière de forage et traitement du gaz notamment).

Et cela dans la mesure où l'on affiche la disponibilité de la société Halliburton, arguant de son expertise internationale considérable, à assister l'Algérie dans le processus de développement de l'industrie du non-conventionnel.

C. B.

LE COMBAT PRESQUE GAGNÉ DE M^{ME} AMINATOU HAIDER
Christopher Ross et les barbouzes tueuses de Mohammed VI

Rouer de coups, matraquer, lui cracher dessus et, au final, lui marcher sur le ventre en présence de sa sœur et de ses enfants, est-ce l'attitude la plus intelligente à avoir alors même que Christopher Ross n'avait pas encore quitté Laâyoune occupé ? Pourtant, la police et les militaires du Maroc n'ont pas hésité à y aller, féroce, pour massacrer Aminatou Haider, grande dame, indépendantiste sahraouie et défenseur des droits de l'Homme.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

L'aveuglement marocain aussi barbare soit-il appelle à quelques réflexions. Le roi Mohammed VI est-il en perte de vitesse pour laisser se faire réprimer Aminatou Haider au su et au vu de tous, pendant le séjour de l'émissaire onusien dans la région, dans le pays. Si tant est que oui, le souverain marocain détient encore toutes les cartes du Sahara entre les mains, pourquoi alors a-t-il agi aussi bêtement ?

Mohammed VI s'était fait tancer par les Américains lors du soulèvement des populations sahraouies à Laâyoune, il y a deux ans, et les

séances corporels subis par M^{me} Haider étaient dénoncés violemment par les officiels américains (Wiki-leaks).

Pourtant, la répression sauvage et publique continue alors même qu'à l'époque, la propagande du palais royal et de puissants lobbies européens avait pu accrédi-ter la thèse des dépassements auxquels le monarque ne pouvait mettre fin parce qu'il les ignorait. Pour vicieuse qu'elle ait été, la réplique avait, néanmoins, servi à cacher le soleil avec un tamis. Juste après, le palais commet une autre bourde royale. La demande du dessaisissement du dossier sahraoui par Christopher Ross au compte de l'ONU. Là,

Mohammed VI s'attendait à tout sauf aux réponses cinglantes et sans ambages du secrétaire général de l'ONU et des officiels US.

Ban Ki-moon puis Hillary Clinton, B. Obama, enfin, quoique de façon sournoise, indiquent à Rabat que Christopher Ross reste le temps de sa mission et ce n'est pas au Maroc de démettre les émissaires onusiens. Difficile aux sbires de Sa Majesté de coller le ratage à Benkirane, le Premier ministre, comme cela avait été envisagé, cela aurait été ridicule, tout le monde sachant parfaitement que c'est le roi seul, avec la France, qui gère le dossier sahraoui. Faire le dos rond, telle a été la consigne.

L'attentat dont a été victime Aminatou Haider jeudi dernier révèle, pourtant, que Mohammed VI n'a encore rien compris à la question sahraouie, ni aux motivations du peuple des nuages que ni la répression, ni les louvoisements, ni les débauchages ne peuvent faire oublier sa détermination à l'autodétermination, d'un mot à l'indépen-

dance. En se livrant à des pratiques sauvages, de répression contre un symbole de la résistance, mondialement connu, belle femme et mère de deux enfants, au comportement exemplaire et au courage forçant le respect de toutes et tous, jusque et y compris certains de ses ennemis, Rabat est aux abois, ne sait plus quoi ni comment agir.

Les attitudes royales actuelles rappellent, étrangement, le forcing opéré par les ultras de l'Algérie française quand ils commencèrent à comprendre que l'Algérie de papa, c'était fini. Certes, il y a eu l'OAS, de lâches exécutions, des assassinats gratuits, du plasticage, des bombes, des attentats. L'indépendance de l'Algérie était, dès ce moment-là, inscrite dans le marbre, inéluctable, en marche.

Aminatou Haider vaincra, c'est évident. Nos deux Djamilas (Boupa-cha et Bouhired), Hassiba Ben Bouali, Zohra Drif-Bitad, Malika Gaïd en sont la preuve pour l'indépendance.

A. Z.